

REGLEMENT DE LA CONSULTATION PROCEDURE ADAPTÉE Article 28 du Code des Marchés Publics

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DE LA COLLECTIVITE QUI PASSE LE MARCHE COMMUNE DE BEAULIEU LES LOCHES

Représentant du Pouvoir Adjudicateur : Madame le Maire de la Commune de BEAULIEU-lès-LOCHES.

ARTICLE 2 - PROCEDURE DE PASSATION

Mise en concurrence sous la forme d'une procédure adaptée précédée d'un avis public à la concurrence dans les conditions de l'article 28 du code des marchés publics.

ARTICLE 3 - OBJET DE LA CONSULTATION ET DESIGNATION DES LOTS

Souscription des contrats d'assurances de la collectivité représentant 6 lots distincts

Lot 1 : assurance des dommages aux biens et des risques annexes

Classification CPV : Objet principal : 66330000-2

Lot 2 : assurance des responsabilités et des risques annexes

Classification CPV : Objet principal : 66337000-1

Lot 3 : assurance des véhicules et des risques annexes

Classification CPV : Objet principal : 66334100-1

Lot 4 : assurance protection juridique

Classification CPV : Objet principal : 66333000-3

Lot 5 : assurance juridique du personnel et des élus

Classification CPV : Objet principal : 66333000-3

Lot 6 : assurance des prestations statutaires

Classification CPV : Objet principal : 66512000-2

Réalisation continue de prestations homogènes suivant l'article 28 du code des marchés publics.

Un candidat peut proposer une offre pour un ou plusieurs lots et il pourra également lui être attribué un ou plusieurs lots.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ / PRISE D'EFFET / ECHÉANCE

4 ANS avec possibilité de résiliation annuelle en respectant un préavis de 4 mois pour chacune des deux parties.

✍ Prise d'effet : 01/01/2013

✍ Echéance : 1^{ER} Janvier

ARTICLE 5 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION REMIS AU CANDIDAT

Le dossier de consultation est remis à chaque candidat en un seul exemplaire.

Le mode de retrait du dossier de consultation ne conditionne pas le choix du mode de transmission de l'offre.

Les pièces nécessaires à la consultation des candidats au marché sont remises, dans les conditions fixées à l'article 41 du code des marchés publics.

Le **dossier de consultation** remis au candidat comporte les pièces suivantes :

1. Le règlement de la consultation commun à l'ensemble des lots
2. L'inventaire des risques - sinistralité
3. Le cahier des clauses techniques générales – conditions générales de la garantie -
4. Le cahier des clauses techniques particulières - conditions particulières de la garantie
5. Le cahier des clauses administratives particulières
6. L'acte d'engagement

L'ensemble de ces pièces constitue LE DOSSIER DE CONSULTATION par lot, le CODE DES ASSURANCES restant applicable

Modification de détail au dossier de consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date de dépôt des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 6 - CONTENU DU DOSSIER DE PRESENTATION DE CANDIDATURE ET DE L'OFFRE

Les offres des candidats seront exprimées en euros et entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non

française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître de l'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Les documents devront être remis par les candidats dans une enveloppe unique cachetée qui contiendra :

6.1 1^{ère} chemise : les documents relatifs à la CANDIDATURE, à savoir :

- Lettre de candidature précisant les éventuels co traitants (DC 1 disponible à l'adresse suivante :
http://www.colloc.bercy.gouv.fr/colo_struct_marc_publ/form_tele/decl_cand.html

- Renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat (DC2 disponible à l'adresse suivante :
http://www.colloc.bercy.gouv.fr/colo_struct_marc_publ/form_tele/decl_cand.html

Ces renseignements devront préciser :

- Le chiffre d'affaires des 3 dernières années
- Les moyens techniques et humains
- La qualification du candidat et éventuellement les certifications obtenues

La preuve de la capacité du candidat pourra être apportée par tout moyen, notamment des certificats d'identité professionnelle et des références de prestations attestant la compétence du candidat dans le domaine souhaité (pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, la preuve de leur capacité professionnelle, technique et financière peut être apportée par tout moyen, la structure candidate pouvant se prévaloir des références détenues en propre par ses personnels)

En cas de déclaration sous forme libre, celle-ci devra comprendre :

- Déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, certifiant que le candidat:
 - a satisfait aux obligations sociales et fiscales ou déclaration n°3666 volets 1-2 et 3 et certificats URSSAF
 - n'a pas été condamné pénalement en matière de travail dissimulé ou clandestin
 - n'a pas fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L8221-1, L8221-2, L8221-3, L8221-5, L8251-1, L5221-8, L5221-11, L8231-1, L8241-1, L8241-2 du **code du travail** ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne
 - a satisfait aux obligations de l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 / D. 8222-8 du Code du Travail (travail dissimulé)
 - n'a pas fait l'objet, depuis plus de 5 ans, d'une condamnation pour l'une des infractions prévues par les articles suivants : 222-38,222-40,313-1 à 313-3,314-1 à 314-3,324-1 à 324-6,421-2-1,deuxième alinéa de 434-9,435-2,441-1 à 441-7, premier et deuxième alinéas de 441-8,441-9 et 450-1 du code pénal, 1741 du code général des impôts
 - a satisfait aux obligations des articles L5212-1, L5212-2, L5212-3, L5212-4, L5214-1, L5212-9, L5212-10, L5212-11, L5212-5 du **code du travail** concernant l'emploi des travailleurs handicapés s'il en est redevable
 - ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de concourir visée au code des marchés publics et à l'article 38 de l'ordonnance N° 2005-649 du 6 juin 2005

Des attestations type (annexes 1 et 2) rassemblant les déclarations sur l'honneur exigées pour le présent marché sont jointes à ce document.

- Qualité selon laquelle il agit : agent, courtier, mutuelle...
S'il intervient en qualité de courtier, il devra fournir une **copie du mandat** pour agir au nom de la (les) compagnie(s) qu'il entend saisir et **l'étendue de celui ci**
- Compagnie qui effectue la proposition et son engagement de souscription.
- Attestation de responsabilité civile et de garantie financière en cours de validité
- Attestation d'inscription à l'ORIAS
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou (des) jugement(s) prononcé(s) à cet effet

Avertissement : la réponse par le biais d'un intermédiaire d'assurances et/ou en coassurance, est considérée comme un groupement conjoint : chaque partie devra fournir les documents ci-dessus à l'exception de « la lettre de candidature » qui devra être produite en un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement.

Si le candidat est en redressement judiciaire, il devra fournir la copie du ou (des) jugement(s) prononcé(s) à cet effet ;

Rappel : Postérieurement à la consultation, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira les pièces visées à l'article 46 du Code des marchés publics (imprimé DC7 ou nouveau formulaire NOTI2 ou équivalent) dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur. Le délai imparti est fixé à 10 jours à compter de l'expédition du courrier d'intention (après décision)

Le candidat peut télécharger les formulaires de déclaration (DC1, DC2 et NOTI2) à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>.

SELECTION DES CANDIDATURES : Tous les candidats ayant satisfait aux exigences réglementaires (article 52 du code des marchés publics) et possédant les capacités professionnelles, techniques et financières jugées suffisantes.

5.2 2^{ème} chemise : les documents relatifs à l'OFFRE, à savoir :

Le dossier d'offre à remettre par chaque candidat comprendra pour chacun des lots auquel il soumissionne (une chemise par lot).

- **L'ACTE D'ENGAGEMENT non modifié et les annexes éventuelles (amendements, observations, réserves)**

L'acte d'engagement (A.E.) sera établi en un seul original, **complété, daté et signé** par l'opérateur économique ou son représentant dûment habilité. En cas de groupement conjoint, l'A.E. sera signé soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire dûment habilité à représenter ces entreprises au stade de la passation du

marché, sans qu'un même mandataire puisse représenter plus d'un groupement pour un même marché..

➤ **Le CCAP signé**

Par lot.

- Il devra y avoir autant d'enveloppes que de lots.
- Les 2^{èmes} chemises devront également porter les indications suivantes :

Lot 1 : assurance des dommages aux biens et des risques annexes

Lot 2 : assurance des responsabilités et des risques annexes

Lot 3 : assurance des véhicules et des risques annexes

Lot 4 : assurance protection juridique

Lot 5 : assurance juridique du personnel et des élus

Lot 6 : assurance des prestations statutaires

Une **enveloppe extérieure** cachetée contenant les précédentes devra mentionner « **MARCHÉS ASSURANCES / NE PAS OUVRIR** »

ARTICLE 7 - DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

Les plis cachetés, comme il est dit à l'article 6, devront :

Soit être remis contre récépissé à l'adresse suivante :

MAIRIE
Place du Maréchal Leclerc
37600 BEAULIEU-LÈS-LOCHES

Soit être expédiés à l'adresse suivante :

MAIRIE DE BEAULIEU-lès-LOCHES
Place du Maréchal Leclerc
37600 BEAULIEU-LÈS-LOCHES

En recommandé, avec avis de réception postal, et parvenir à destination avant les date et heure limites indiquées ci-dessous. Les dossiers qui seraient remis, ou dont l'avis de réception postal serait délivré, après les date et heure limites fixées ci-dessous, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus et ils seront renvoyés à leurs auteurs.

DATE LIMITE DE DEPOT : le 15 octobre 2012 à 16 H 00 délai de rigueur

Horaire d'ouverture de la Mairie : Du lundi au vendredi 8h30-12h, lundi et mercredi 14h-16h, vendredi 14h-18h.

ARTICLE 8 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

120 jours à compter de la date limite de la remise des offres.

ARTICLE 9 - FORMULE DE BASE - OPTIONS- VARIANTES

Le dossier de consultation comporte une offre de base, et des prestations supplémentaires éventuelles. Les concurrents devront répondre **impérativement** à la formule de base à défaut l'offre sera considérée comme irrecevable.

Les variantes sont autorisées et devront présenter les caractéristiques suivantes :

- Elles ne devront pas altérer les dispositions du CCTG
- Elles pourront notamment porter sur les franchises, ou toute autre disposition du CCTP ou du CCAP

ARTICLE 10 - ACTE D'ENGAGEMENT

L'acte d'engagement ne devra en aucun cas être modifié par les candidats sous peine de nullité de l'offre selon les dispositions de l'article 35 du code des marchés publics (offre irrégulière).

Les propositions des candidats devront être reprises sur les actes d'engagement à remplir et à joindre obligatoirement par lot

A défaut, les offres seront nulles et non avenues.

ARTICLE 11 - MODALITES D'ATTRIBUTION DES LOTS

Ce jugement sera effectué selon les dispositions suivantes

- 1) Valeur technique de l'offre (notée sur 25 points)

Sous critères évalués en fonction de la conformité par rapport au DCE.

Lot 1: Dommages aux biens et risques annexes (tous risques informatiques – expositions) :

Grille de notation
5 : <i>Conforme</i>
4 : <i>Se rapprochant</i>
3 : <i>Différente mais acceptable</i>
2 : <i>Eloignée</i>
1 : <i>Très éloignée</i>
0 : <i>Inacceptable</i>

Points analysés
Biens assurés (5)
Evénements garantis (5)
Montant des garanties (5)
Méthode d'indemnisation (5)
Franchise (5)

Lot 2: Responsabilité civile et risques annexes

Grille de notation sur 5
5 : <i>Conforme</i>
4 : <i>Se rapprochant</i>
3 : <i>Différente mais acceptable</i>
2 : <i>Eloignée</i>
1 : <i>Très éloignée</i>
0 : <i>Inacceptable</i>

Grille de notation sur 10
10 : conforme
8 : se rapprochant
6 : différente mais acceptable
4 : éloignée
2 : très éloignée
0 : inacceptable

Points analysés
Structure du contrat (5)
Etendue des garanties (10)
Montant des garanties (5)
Franchise (5)

Lot 3: Véhicules à Moteur et risques annexes

Grille de notation
5 : <i>Conforme</i>
4 : <i>Se rapprochant</i>
3 : <i>Différente mais acceptable</i>
2 : <i>Eloignée</i>
1 : <i>Très éloignée</i>
0 : <i>Inacceptable</i>

Points analysés
Véhicules assurés (5)
Garanties accordées (5)
Garanties annexes (5)
Gestion du contrat (5)
Franchise (5)

Lot 4 et 5 : Protection juridique de la Collectivité et protection fonctionnelle des agents et des élus.

Grille de notation sur 5
5 : <i>Conforme</i>
4 : <i>Se rapprochant</i>
3 : <i>Différente mais acceptable</i>
2 : <i>Eloignée</i>
1 : <i>Très éloignée</i>
0 : <i>Inacceptable</i>

Grille de notation sur 10
10 : conforme
8 : se rapprochant
6 : différente mais acceptable
4 : éloignée
2 : très éloignée
0 : inacceptable

Points analysés
Etendue des garanties (10)
Montant des garanties (10)
Seuil d'intervention (5)

Lot 6 : Assurance des prestations statutaires.

Grille de notation sur 5
5 : <i>Conforme</i>
4 : <i>Se rapprochant</i>
3 : <i>Différente mais acceptable</i>
2 : <i>Eloignée</i>
1 : <i>Très éloignée</i>
0 : <i>Inacceptable</i>

Grille de notation sur 10
10 : conforme
8 : se rapprochant
6 : différente mais acceptable
4 : éloignée
2 : très éloignée
0 : inacceptable

2 - Tarifs appliqués (notés sur 25 points)

Le candidat le moins disant se verra attribuer la note maximale (25), la notation obtenue se fait sur la base d'une règle de trois avec pour référence le tarif le moins élevé

$$\text{Note} = (\text{tarif moins disant} / \text{tarif candidat}) \times 25$$

3 - Assistance technique (service après-vente noté sur 25 points en fonction de l'annexe jointe à l'acte d'engagement)

Points analysés
<i>Gestion du dossier (10)</i>
<i>Gestion des sinistres (10)</i>
<i>Statistiques (5)</i>

Grille de notation sur 5
5 : <i>Très bien</i>
4 : <i>Bien</i>
3 : <i>Assez bien</i>
2 : <i>Moyen</i>
1 : <i>Insuffisant</i>

Grille de notation sur 10
10 : <i>Très bien</i>
8 : <i>Bien</i>
6 : <i>Assez bien</i>
4 : <i>Moyen</i>
2 : <i>Insuffisant</i>

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>	<i>Note maximale finale</i>
1-Valeur technique	45%	45 points
2-Tarifs appliqués	35%	35 points
3-Assistance technique	20%	20 points

Le candidat se rapprochant le plus du total de 100 points est considéré comme étant celui présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

La commune de Beaulieu-lès-Loches se réserve la possibilité de négocier avec le ou les candidats ayant fait les propositions les plus intéressantes.

Classement des offres :

Les offres acceptées sont classées par ordre décroissant en fonction des critères définis ci-dessus sous réserve que le candidat dont l'offre a été classée n° 1 comme étant l'offre qualifiée de mieux-disante, ait produit les justificatifs demandés à l'article 46 du CMP.

Les candidats seront classés en fonction des éléments ci-dessus (notation maximum après application de la pondération).

En cas d'égalité de candidats le choix se fera par ordre décroissant des critères.

Le pouvoir adjudicateur se réserve aussi le droit de ne pas donner suite à la consultation.

Chaque lot pourra être attribué séparément.

Les soumissionnaires seront avisés du rejet ou de l'acceptation de leur offre.

ARTICLE 12 CONDITIONS DE VALIDITE DE L'OFFRE RETENUE

En application de l'article 46 du code des marchés publics, le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans les 5 jours les documents suivants :

- Les certificats sociaux et fiscaux (NOTI2 ou équivalents)
- une copie de l'extrait K Bis du registre du commerce ayant moins de 6 mois d'ancienneté, ou équivalent pour les candidats établis hors de France
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard de l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 / D. 8222-8 du Code du Travail

Dans le cas contraire, l'offre sera éliminée pour non conformité par le pouvoir adjudicateur.

Ensuite le titulaire devra remettre tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de son marché :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois
- Une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires
- Une copie de l'extrait K Bis du registre du commerce ayant moins de 6 mois d'ancienneté, ou équivalent pour les candidats établis hors de France
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 / D. 8222-8 du Code du Travail

ARTICLE 13 - PAIEMENT DU PRIX

Le règlement du prix par la collectivité se fera sur présentation de l'appel de prime ou de cotisation selon le principe du délai global de paiement en vigueur à compter de la réception de la facture.

Tout dépassement de délai donnera lieu à versement d'intérêts moratoires auprès de l'Assureur au taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle ils ont commencé à courir, augmenté de 7 points (taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE), au jour de naissance de ce droit, soit le jour suivant l'expiration du délai contractuel de paiement). L'ordonnancement ou le mandatement des intérêts moratoires par l'Ordonnateur interviendra au plus tard le 30ème jour suivant la date de mise en paiement du principal par le Comptable. Passé ce délai, des intérêts moratoires complémentaires seront dus.

ARTICLE 14 CO-ASSURANCE

Les contrats peuvent être proposés par des **groupements conjoints** d'assureurs (co-assurance) qui devront être formés dès la remise des offres (une offre ne couvrant pas 100% du risque sera considérée non conforme).

Chaque porteur de risque accepte intégralement le règlement de consultation. Les engagements respectifs de l'apériteur et de chaque co-assureur devront être clairement indiqués

L'offre devra présenter le mandataire (apériteur), les engagements respectifs pris par l'apériteur et les autres assureurs membres du groupement (participations dans l'assurance du risque).

Chaque co-assureur devra fournir les pièces prévues à l'article 6-1 du présent règlement.

ARTICLE 15 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Tout renseignement complémentaire pourra être demandé exclusivement par écrit au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres à :

Administratifs et Techniques : Mairie 37600 BEAULIEU-lès-LOCHES Fax : 02 47 91 51 97
Courriel : mairie.beaulieu37@wanadoo.fr

ARTICLE 16 RECOURS

Organe auprès duquel des recours peuvent être obtenus :

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction d'un recours :

Tribunal Administratif d'ORLEANS
28 rue de la Bretonnerie 45000 ORLEANS
Téléphone : 02 38 77 59 00

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : Délai de recours : cette consultation peut faire l'objet d'un référé avant la conclusion du contrat, dans les conditions définies à l'article L 551-1 du code de justice administrative. Un recours pour excès de pouvoir peut être formé à l'encontre des décisions faisant grief, dans les deux mois de leur publication ou notification.